

4)
(N° 60.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 DÉCEMBRE 1910.

Projet de loi approuvant le Protocole additionnel à la Convention relative à l'établissement d'une Cour internationale des Prises.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, jugeant que des difficultés d'ordre constitutionnel s'opposaient à ce qu'il ratifiât sous sa forme primitive la convention relative à l'établissement d'une Cour internationale des Prises signée le 18 octobre 1907 à l'issue de la deuxième Conférence de la Paix, a chargé son représentant à La Haye d'inviter le Gouvernement des Pays-Bas à proposer aux Puissances signataires de cette Convention d'y apporter certaines modifications.

Celles-ci font l'objet d'un protocole additionnel qui a été communiqué au Gouvernement le 26 mai dernier.

Ce protocole a obtenu l'approbation préalable de l'Allemagne, de la France et de la Grande-Bretagne.

Il a été signé le 19 septembre 1910 par les représentants des principaux États signataires de la Convention relative à l'établissement d'une Cour internationale des Prises.

Aucune objection n'a été soulevée de la part des Puissances qui ont été invitées à y adhérer.

C'est dans ces conditions que le Gouvernement a autorisé le Ministre de Belgique à La Haye à revêtir de sa signature cet instrument diplomatique.

En signant le protocole additionnel, la Belgique ne contracte aucun engagement nouveau. Elle déclare ne point faire opposition à ce que la compétence de la Cour soit modifiée au regard de certains États dans le sens des exigences de leurs lois constitutionnelles. Elle admet que certaines dérogations soient apportées aux règles de procédure qui avaient été établies pour le recours devant la Cour internationale des Prises.

Le Protocole additionnel, aux termes de son article 8, sera considéré

comme faisant partie intégrante de la Convention elle-même et sera ratifié en même temps que celle-ci.

Le Gouvernement des Pays-Bas a exprimé le désir que le Gouvernement du Roi soit en mesure de procéder, dans le courant du mois de février prochain, à l'échange des ratifications.

Le Chambre ayant approuvé le 21 avril dernier la Convention relative à l'établissement d'une Cour internationale des Prises, le Gouvernement croit devoir également lui soumettre le Protocole additionnel qui y apporte certaines modifications.

Le Gouvernement ne doute pas que la Chambre ne donne, dans ces conditions, l'approbation qui lui est demandée.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

J. DAVIGNON.



PROJET DE LOI

approuvant le protocole additionnel à la Convention relative à l'établissement d'une Cour internationale des Prises.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Etrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Etrangères est chargé de présenter aux Chambres le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le protocole additionnel à la Convention relative à l'établissement d'une Cour internationale des Prises, signé à La Haye le 17 décembre 1910, par la Belgique, avec les autres Puissances représentées à la deuxième Conférence de la Paix, sortira ses pleins et entiers effets.

Donné à Bruxelles, le 20 décembre 1910.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Etrangères,

WETSONTWERP

houdende goedkeuring van het toegevoegd protocol tot het Verdrag nopens de vestiging van een Internationaal Prijzenhof.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast aan de Kamers het ontwerp van wet voor te leggen waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Het toegevoegd protocol tot het verdrag nopens de vestiging van een internationaal Prijzenhof, te 's Gravenhage den 17^e December 1910 geteekend door België met de andere op de tweede Vredes-Conferentie vertegenwoordigde Mogendheden, zal zijne volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Brussel, den 20^e December 1910.

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

PROTOCOLE ADDITIONNEL.

à la Convention relative à l'établissement d'une Cour Internationale des Prises.

L'Allemagne; les États-Unis d'Amérique; l'Argentine; l'Autriche-Hongrie; le Chili; le Danemark; l'Espagne; la France; la Grande-Bretagne; le Japon; la Norvège; les Pays-Bas; la Suède, puissances signataires de la Convention de La Haye en date du 18 octobre 1907, pour l'établissement d'une Cour Internationale des Prises.

Considérant que, pour certaines d'entre ces Puissances, des difficultés d'ordre constitutionnel s'opposent à l'acceptation, sous sa forme actuelle, de ladite Convention.

Ont jugé utile de s'entendre sur un protocole additionnel tenant compte de ces difficultés tout en ne compromettant aucun intérêt légitime, et ont, à cette fin, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

L'Allemagne :

Son Excellence M. F. DE MÜLLER, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à La Haye.

Les États-Unis d'Amérique :

M. James BROWN SCOTT.

L'Argentine :

Son Excellence M. Alejandro GUESALAGA, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à La Haye.

L'Autriche-Hongrie :

M. le Baron E. DE GUDENUS, Chargé d'affaires a. i. à La Haye.

Le Chili :

Son Excellence M. F. PUGA BORNE, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Paris.

Le Danemark :

M. J.-W. DE GREVENKOP CASTENSKJOLD, Ministre Résident à La Haye.

L'Espagne :

Son Excellence M. José DE LA RICA Y CALVO, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à La Haye.

La France :

Son Excellence M. Marcellin PELLET, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à La Haye.

La Grande-Bretagne :

Son Excellence Sir George W. BUCHANAN, G. C. V. O. K. C. M. G. C. B., Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à La Haye.

Le Japon :

Son Excellence M. Aimaro SATO, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à La Haye.

La Norvège :

Son Excellence M. G.-F. HAGERUP, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à La Haye.

Les Pays-Bas :

Son Excellence le Jonkheer R. DE MARÉES VAN SWINDEREN, Ministre des Affaires Etrangères.

La Suède :

Son Excellence M. le Comte J.-J.-A. EHRENSVARD, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à La Haye.

Lesquels après avoir déposé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Les puissances signataires de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907, relative à l'établissement d'une Cour Internationale des Prises, ou y adhérant, pour lesquelles des difficultés d'ordre constitutionnel s'opposent à l'acceptation, sous sa forme actuelle, de ladite Convention, ont la faculté de déclarer dans l'acte de ratification ou d'adhésion que, dans les affaires de prises rentrant dans la compétence de leurs tribunaux nationaux, le recours devant la Cour Internationale des Prises ne pourra être exercé contre elles que sous la forme d'une action en indemnité du préjudice causé par la capture.

ART. 2.

Dans le cas de recours exercé devant la Cour Internationale des Prises sous la forme d'une action en indemnité, l'article 8 de la Convention est sans application; la Cour n'a pas à prononcer la validité ou la nullité de la capture, non plus qu'à infirmer ou confirmer la décision des tribunaux nationaux.

Si la capture est considérée comme illégale, la Cour fixe la montant des dommages-intérêts à allouer, s'il y a lieu, aux réclamants.

ART. 3.

Les conditions auxquelles est subordonné par la Convention l'exercice du recours devant la Cour internationale des Prises, sont applicables à l'exercice de l'action en indemnité.

ART. 4.

Sous réserve des dispositions ci-après, les règles de procédure établies par la Convention pour le recours devant la Cour internationale des Prises seront observées pour l'action en indemnité.

ART. 5.

Par dérogation à l'article 28, alinéa I de la Convention, l'instance en indemnité ne peut être introduite devant la Cour internationale des Prises qu'au moyen d'une déclaration écrite, adressée au Bureau international de la Cour permanente d'Arbitrage; le Bureau peut être saisi même par télégramme.

ART. 6.

Par dérogation à l'article 29 de la Convention, le Bureau international notifie directement et par télégramme s'il est possible, au gouvernement du belligérant capteur la déclaration d'instance dont il est saisi.

Le gouvernement du belligérant capteur, sans examiner si les délais prescrits ont été observés, fait, dans les sept jours de la réception de la notification, transmettre au Bureau international le dossier de l'affaire en y joignant, le cas échéant, une copie certifiée conforme de la décision rendue par le tribunal national.

ART. 7.

Par dérogation à l'article 43, alinéa 2 de la Convention, la Cour, après le prononcé et la notification de son arrêt aux parties en cause, fait parvenir directement au gouvernement du belligérant capteur le dossier de l'affaire qui lui a été soumise en y joignant l'expédition des diverses décisions intervenues ainsi que la copie des procès-verbaux de l'instruction.

ART. 8.

Le présent protocole additionnel sera considéré comme faisant partie intégrale de la Convention et sera ratifié en même temps que celle-ci.

Si la déclaration prévue à l'article premier ci-dessus est faite dans l'acte de ratification, une copie certifiée conforme en sera insérée dans le procès-verbal de dépôt des ratifications visé à l'article 52, alinéa 3 de la Convention.

ART. 9.

L'adhésion à la Convention est subordonnée à l'adhésion au présent protocole additionnel.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont revêtu le présent Protocole additionnel de leurs signatures.

Fait à La Haye, le dix-neuf septembre mil neuf cent dix, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances, désignées à l'article 15 de la Convention relative à l'établissement d'une Cour internationale des Prises du 18 octobre 1907, et dans son annexe.

Pour l'Allemagne	F. VON MULLER.
Pour les États-Unis d'Amérique. . .	James BROWN SCOTT.
Pour l'Argentine	Alejandro GUESALAGA.
Pour l'Autriche-Hongrie	Baron Erwein GUDENUS.
Pour le Chili.	F. Puga BORNE.
Pour le Danemark.	W. Grevenkop CASTENSKJOLD.
Pour l'Espagne.	José DE LA RICA Y CALVO.
Pour la France	Marcelin PELLET.
Pour la Grande-Bretagne	George W. BUCHANAN.
Pour le Japon	Aimaro SATO.
Pour la Norvège	F. HAGERUP.
Pour les Pays Bas	R. DE MAREES VAN SWINDEREN.
Pour la Suède	Albert EHRENSVARD.

Le Ministre de Belgique à La Haye a signé le Protocole additionnel le 17 décembre 1910.

Les représentants des États dont les noms suivent ont également signé le Protocole additionnel depuis la date du 19 septembre 1910 : la Colombie, l'Italie, le Mexique, le Panama, la Perse, le Portugal, le Salvador, le Siam, la Suisse et Haïti.

(8)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 DECEMBER 1910.

Ontwerp van wet houdende goedkeuring van het toegevoegd protocol tot het Verdrag nopens de vestiging van een Internationaal Prijzenhof.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De Regeering der Vereenigde Staten van Amerika, van oordeel zijnde dat zwaarigheden van grondwettelijken aard zich verzetten tegen de bekrachtiging, onder zijn aanvankelijken vorm, van het Verdrag nopens de vestiging van een Internationaal Prijzenhof, op 12 October 1907, na afloop van de Tweede Vredes-conferentie onderteekend, heeft baren vertegenwoordiger te 's Gravenhage gelast de Regeering der Nederlanden te verzoeken aan de Mogendheden welke dat verdrag hebben onderteekend, voor te stellen daarin zekere wijzigingen te brengen.

Deze maken het voorwerp uit van een toegevoegd protocol, dat op 26 Mei laatstleden aan de Regeering medegedeeld werd.

Dat protocol werd vooraf goedgekeurd door Duitschland, Frankrijk en Groot-Britannië. Het werd op 19 September 1910 onderteekend door de vertegenwoordigers van de voornaamste Staten welke het verdrag nopens de vestiging van een Internationaal Prijzenhof onderteekend hebben.

Geenerlei tegenwerping werd gemaakt door de Mogendheden, uitgenoodigd tot hetzelfde toe te treden.

In die omstandigheden heeft de Regeering den Minister van België te 's Gravenhage geoorloofd die diplomatieke oorkonde te onderteekenen.

Door het toegevoegd protocol te onderteekenen, gaat België geenerlei nieuwe verbintenis aan.

Het verklaart er zich niet tegen te verzetten, dat de bevoegdheid van het Hof gewijzigd worde, ten opzichte van sommige staten met het oog op de vereischten hunner constitutioneele wetten. Het stemt erin toe dat zekere afwijkingen worden gebracht aan de reeds vastgestelde regelen van rechtspleging tot verhaal voor het Internationaal Prijzenhof.

Het toegevoegde protocol wordt, naar luid van zijn artikel 8, beschouwd

als integreerend deel van het Verdrag zelf en zal te zelfderheid als het zelve bekrachtigd worden.

De Nederlandsche Regeering heeft den wensch uitgedrukt, dat de Regeering des Konings bij machte zou wezen, in den loop van de maand Februari eerstkomende, de akten van bekrachtiging uit te wisselen.

De Kamer heeft op 29 April ll. het verdrag nopens de vestiging van een Internationaal Prijzenhof goedgekeurd; derhalve meent de Regeering haar ook het toegevoegd protocol, dat daar in zekere wijzigingen toebrengt, te moeten voorleggen.

De Regeering twijfelt geenszins of de Kamer, in die omstandigheden, de haar gevraagde goedkeuring zal geven.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.



PROJET DE LOI

approuvant le protocole additionnel à la Convention relative à l'établissement d'une Cour internationale des Prises.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Etrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Etrangères est chargé de présenter aux Chambres le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le protocole additionnel à la Convention relative à l'établissement d'une Cour internationale des Prises, signé à La Haye le 17 décembre 1910, par la Belgique, avec les autres Puissances représentées à la deuxième Conférence de la Paix, sortira ses pleins et entiers effets.

Donné à Bruxelles, le 20 décembre 1910.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Etrangères,

WETSONTWERP

houdende goedkeuring van het toegevoegd protocol tot het Verdrag nopens de vestiging van een Internationaal Prijzenhof.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast aan de Kamers het ontwerp van wet voor te leggen waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Het toegevoegd protocol tot het verdrag nopens de vestiging van een internationaal Prijzenhof, te 's Gravenhage den 17^e December 1910 geteekend door België met de andere op de tweede Vredes-Conferentie vertegenwoordigde Mogendheden, zal zijne volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Brussel, den 20^e December 1910.

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

TOEGEVOEGD PROTOCOL

tot het Verdrag nopens de vestiging van een Internationaal Prijzenhof.

Duitschland ; de Vereenigde-Staten van Amerika ; Argentijna ; Oostenrijk-Hongarije ; Chili ; Denemarken ; Spanje ; Frankrijk ; Groot-Britannië ; Japan ; Noorwegen ; de Nederlanden ; Zweden, welke Mogendheden het Verdrag van 's Gravenhage van 18ⁿ October 1907 voor de vestiging van een Internationaal Prijzenhof onderteekend hebben,

Overwegende dat, voor bepaalde onder die Mogendheden, zwaarigheden van grondwettelijken aard er zich tegen verzetten, bedoeld verdrag onder zijn huidigen vorm aan te nemen,

Hebben nuttig geoordeeld zich te verstaan omtrent een toegevoegd protocol, waarin rekening met die zwaarigheden wordt gehouden zonder eenig rechtmatig belang te krenken en hebben, te dien einde, tot hune gevolmachtigden benoemd, te weten :

Duitschland :

Zijne Excellentie den Heer F. DE MÜLLER, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te 's Gravenhage.

De Vereenigde-Staten van Amerika :

Den Heer James BROWN SCOTT.

Argentina :

Zijne Excellentie den Heer Alejandro GUESALAGA, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te 's Gravenhage.

Oostenrijk-Hongarije :

Den Heer Baron E. DE GUDENUS, Zaakgelastigde a. i. te 's Gravenhage.

Chili :

Zijne Excellentie den Heer F. PUGA BORNE, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te Parijs.

Denemarken :

Den Heer J.-W. DE GREVENKOP CASTENSKJOLD, Minister-Resident te 's Gravenhage.

Spanje :

Zijne Excellentie den Heer José DE LA RICA Y CALVO, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te 's Gravenhage.

Frankrijk :

Zijne Excellentie den Heer Marcellin PELLER, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te 's Gravenhage.

Groot-Britannië.

Zijne Excellentie Sir George W. BUCHANAN, G. C. V. O. K. C. M. G. C. B., Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te 's Gravenhage.

Japan :

Zijne Excellentie den Heer Aimaro SATO, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te 's Gravenhage.

Noorwegen :

Zijne Excellentie den Heer G.-F. HAGERUP, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te 's Gravenhage.

De Nederlanden :

Zijne Excellentie den Jonkheer R. DE MAREES VAN SWINDEREN, Minister van Buitenlandsche Zaken.

Zweden :

Zijne Excellentie den Heer Graaf J.-J.-A. EHRENSVARD, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te 's Gravenhage.

Die, na hunne volmachten te hebben nedergelegd, welke in goeden en behoorlijken vorm zijn bevonden, omtrent het volgende zijn overeengekomen.

ARTIKEL 1.

De Mogendheden welke het Verdrag van 's Gravenhage van 18^{en} October 1907, nopens de vestiging van een Internationaal Prijzenhof hebben onteekend of tot hetzelfde toegetreden zijn, en welke door zwaarigheden van grondwettelijken aard belet worden bedoeld verdrag onder zijn huidige vorm aan te nemen, kunnen, in de akte van bekrachtiging of van toetreding, verklaren dat, — in prijszaken behorende tot de bevoegdheid harer nationale rechtbanken, — slechts onder vorm van eisch tot vergoeding der door de prijsmaking veroorzaakte schade, tegen haar verhaal tot het Internationale Prijzenhof kan genomen worden.

ART. 2.

In geval van verhaal, voor het Internationale Prijzenhof onder vorm van eisch tot vergoeding uitgeoefend, komt artikel 8 van het Verdrag niet in aanmerking; het Hof heeft niet te beslissen over de geldigheid of de nietigheid van de prijsmaking, ook niet de uitspraak der nationale rechtbanken te vernietigen of te bevestigen.

Wordt de prijsmaking als onwettig beschouwd, zoo bepaalt het Hof de schadevergoeding, welke desgevallend aan de eischers dient toegekend.

ART. 3.

De voorwaarden waaraan, door het Verdrag, de uitoefening van het verhaal vóór het Internationale Prijzenhof is onderworpen, gelden ook voor het indienen van den eisch tot vergoeding.

ART. 4.

Onder voorbehoud van verderstaande bepalingen, worden de door het Verdrag vastgestelde regelen van rechtspleging voor het verhaal vóór het Internationale Prijzenhof ook nagekomen voor den eisch tot vergoeding.

ART. 5.

Met afwijking van artikel 28, lid I, van het Verdrag, kan de eisch tot vergoeding vóór het Internationale Prijzenhof, maar worden ingebracht door middel eener schriftelijke verklaring gericht tot het Internationaal Bureel van het Bestendig Hof van Arbitrage; bij dit Bureel kan de zaak zelfs telegrafisch worden aangebracht.

ART. 6.

Met afwijking van artikel 29 van het Verdrag, geeft het Internationaal Bureel rechtstreeks, zoo mogelijk per draad, aan de Regeering van een prijsmakenden oorlogvoerende, kennis van de verklaring van vordering, welke het heeft ontvangen.

Zonder acht de slaan of de voorgeschreven termijnen nagekomen werden, doet de Regeering van den prijsmakenden oorlogvoerende, binnen de zeven dagen na de ontvangst der kennisgeving, de stukken van de zaak aan het Internationaal Bureel verzenden, onder toevoeging desvoorkomend van een gewaarmerkt afschrift van de door de nationale rechtbank gevelde uitspraak.

ART. 7.

Met afwijking van artikel 45, lid 2, van het Verdrag doet het Hof, na de uitspraak en de kennisgeving van zijn arrest aan de betrokken partijen, rechtstreeks aan de Regeering van den prijsmakende oorlogvoerende de stukken van de hem onderworpen zaak verzenden, onder toevoeging van het afschrift der verschillende gevelde uitspraken, alsmede van de kopij der processen-verbaal des onderzoeks.

ART. 8.

Dit toegevoegd protocol wordt beschouwd als integreerend deel van het Verdrag uit te maken en zal te zelfdertijd als dit laatste bekrachtigd worden.

Als de bij bovenstaand artikel 1 voorziene verklaring in de akte van

bekrachtiging afgelegd wordt, wordt een gewaarmerkt afschrift daarvan opgenomen in het artikel 52, lid 3, van het Verdrag bedoeld proces-verbaal van nederlegging der bekrachtigingen.

ART. 9.

De toetreding tot het Verdrag is onderworpen aan de toetreding tot dit toegevoegd protocol.

Ten blijke waarvan de Gevolmachtigden dit toegevoegd protocol met hunne handteekeningen hebben bekleed.

Gedaan te 's Gravenhage den negentienden September negentien honderd tien, in een enkel exemplaar dat neergelegd blijft in het archief van de Regeering der Nederlanden en waarvan gewaarmerkte afschriften langs den diplomatieken weg zullen ter hand gesteld worden aan de Mogendheden, aangewezen in artikel 15 van de Overeenkomst nopens de vestiging van een Internationaal Prijzenhof van 18 October 1907, en in haar aanhangsel.

Voor Duitschland F. VON MÜLLER.

Voor de Vereenigde Staten van Ame-

rika James BROWN SCOTT.

Voor Argentina Alejandro GUESALAGA.

Voor Oostenrijk-Hongarije Baron ERWEIN GUDENUS.

Voor Chili F. Puga BORNE.

Voor Denemarken W. GREVENKOP CASTENSEJOLD.

Voor Spanje JOSÉ DE LA RICA Y CALVO.

Voor Frankrijk MARCELIN PELLET.

Voor Groot-Britannië GEORGE W. BUCHANAN.

Voor Japan AIMARO SATO.

Voor Noorwegen F. HAGERUP.

Voor de Nederlanden R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

Voor Zweden ALBERT EHRENSVARD.

De Minister van België te 's Gravenhage heeft het toegevoegd protocol onderteekend op 17^{den} December 1910.

De vertegenwoordigers van navermelde Staten hebben insgelijks het toegevoegd protocol onderteekend sedert den 19^{den} September 1910 : Colombië, Italië, Mexico, Panama, Perzië, Portugal, Salvador, Siam, Zwitserland en Haïti.

